

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis  
Semaine du 28 avril 2025

## Tunisie & Libye - Zoom sur les perspectives de croissance de la Banque mondiale

Après le FMI, la Banque mondiale a publié, le 23 avril 2025, son rapport semestriel sur les perspectives économiques de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) intitulé « Changer de vitesse : le secteur privé comme moteur de la croissance ».

### LE CHIFFRE A RETENIR

**+1,9% et +12,3%**

Les prévisions de croissance pour  
la Tunisie et la Libye en 2025  
selon la Banque mondiale

**Une révision à la baisse des perspectives de la région MENA dans un contexte d'incertitude commerciale accrue.** Après avoir connu une croissance modérée en 2024 (+1,9%), la région MENA devrait enregistrer une croissance de +2,6% en 2025 et +3,7% en 2026, soit une révision à la baisse de respectivement 1,3 et 0,4 point de pourcentage (p.p.) par rapport aux précédentes prévisions de la Banque mondiale. Cette révision reflète l'accumulation des incertitudes liées aux politiques commerciales mondiales, à la volatilité des prix de l'énergie et à la persistance des conflits dans certains pays. Sur la période 2025-2026, les pays exportateurs de pétrole pourraient profiter d'une reprise progressive de la production pétrolière (comme en Libye) mais la baisse attendue des cours du brut pourrait peser sur leurs recettes. À l'inverse, les pays importateurs de la région devraient bénéficier d'un effet prix favorable sur leurs factures énergétiques, un gain qui pourrait toutefois être neutralisé par le ralentissement de la demande mondiale, affectant négativement leurs exportations de biens et services.

**La Tunisie connaîtrait la croissance la plus faible en Afrique du Nord en 2025 et 2026.** A l'instar du FMI la semaine dernière, la Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance en 2025 et 2026 pour la Tunisie. Elle anticipe désormais une croissance de **+1,9% en 2025** (-0,3 p.p.) et de **+1,6% en 2026** (-0,7 p.p.), soit les niveaux les plus faibles parmi les pays d'Afrique du Nord (où les autres pays afficheraient des taux supérieurs à 3%). L'activité serait soutenue en 2025 par un rebond de la production agricole, alors que la faiblesse de la demande externe (notamment de l'Europe) pèserait sur l'activité exportatrice. A l'inverse du FMI, qui anticipe une hausse de l'inflation à moyen terme, la BM anticipe une réduction graduelle à 5,5% en 2025 puis 5% en 2026, en raison d'une anticipation de baisse des cours mondiaux de l'énergie. Le déficit courant devrait rester contenu à 1,8% en 2025 et 2% en 2026, le creusement du déficit commercial étant partiellement compensé par des recettes touristiques en hausse. Concernant les finances publiques, la BM prévoit une réduction progressive du déficit budgétaire à 5,8% du PIB en 2025 (contre 6,3% en 2024) et à 5,6% en 2026, en lien avec une hausse modérée des

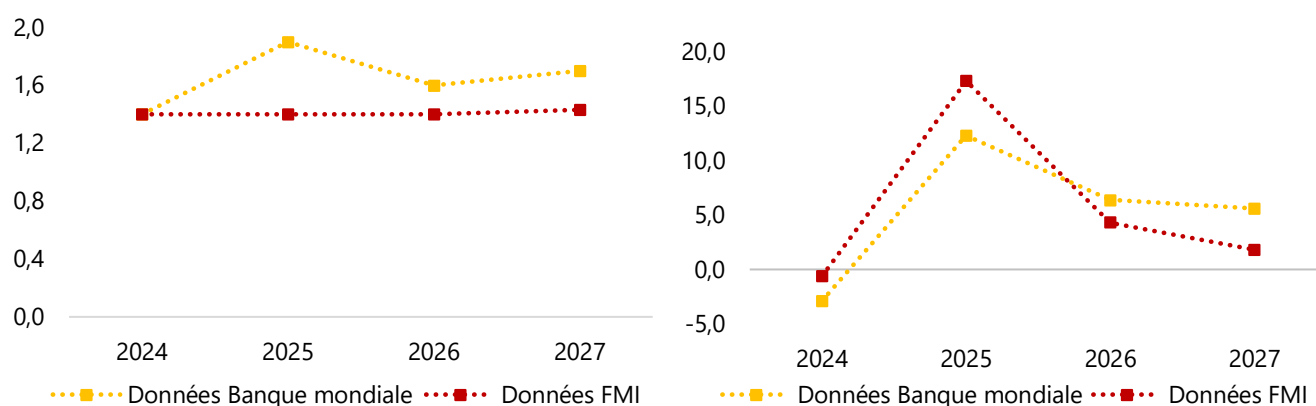
dépenses de subventions et de masse salariale. En raison d'un besoin d'emprunt toujours important (15,6% du PIB en 2025), la dette publique devrait quant à elle poursuivre sa trajectoire haussière, atteignant 82,2% du PIB en 2025, puis 83,1% en 2026 et 85,5% en 2027.

### **Après une contraction de l'activité en 2024, la croissance libyenne devrait rebondir en 2025.**

Alors qu'il aurait enregistré une contraction de -2,9% en 2024, le PIB réel devrait rebondir de 12,3% en 2025 (+2,7 p.p. par rapport aux précédentes prévisions), avant de se stabiliser autour de 6% en 2026 et 2027. Cette reprise serait alimentée par la hausse de la production pétrolière, attendue entre 1,3 et 1,5 M de barils par jour (b/j) sur la période. L'inflation, uniquement estimable dans la région de Tripoli, s'accélérerait à 3,6% en 2025 (contre 2,1% en 2024) sous l'effet de la dévaluation du dinar décidée par la Banque centrale en avril, avant de ralentir à 2,5% en 2026. La contraction des recettes pétrolières, liée à la baisse des prix du pétrole, devrait peser temporairement sur les équilibres macroéconomiques. Le solde budgétaire redeviendrait déficitaire, à -4,5% du PIB en 2025 puis -1,8% en 2026, après un léger excédent en 2024 (+0,3%). L'excédent courant serait également réduit, à 3,2% du PIB en 2025, avant d'augmenter à 15,6% du PIB en 2026. A moyen-terme, la croissance de l'économie devrait être soutenue par la hausse de la production et la remontée des prix du pétrole.

**Le secteur privé comme levier de croissance ?** Selon la Banque mondiale, le secteur privé de la région MENA reste peu dynamique, freiné par une croissance limitée de la productivité, un déficit d'investissement et d'innovation, un secteur informel dominant et une faible participation des femmes au marché du travail. En Tunisie, si les entreprises les plus productives parviennent à accroître leur part de marché, les gains globaux de productivité restent modestes, en raison d'une faible efficacité technique et d'un renouvellement limité du tissu entrepreneurial. En Libye, le secteur privé est majoritairement composé de petites entreprises importatrices et dépendantes de la main-d'œuvre étrangère. Il a fortement été fragilisé par les conflits internes. Pour la Banque mondiale, le renforcement du secteur privé, à travers un meilleur climat des affaires et une concurrence accrue, permettrait de soutenir la croissance à long terme de ces économies en favorisant l'innovation et une meilleure allocation des ressources.

Dernières prévisions de croissance économique en Tunisie (graphique de gauche) et en Libye (graphique de droite) selon la Banque mondiale et le FMI.



Sources : Banque mondiale, FMI

# Tunisie

## **Hausse du nombre d'investissements approuvés dans le secteur agricole de 16% en g.a. au T1 2025**

Selon les [données](#) de l'Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA), les demandes d'investissements déposées par les promoteurs agricoles (agriculteurs, investisseurs privés, etc.) auprès de l'agence, correspondant aux investissements déclarés, se sont établies à 1 372 pour une valeur de 279 M TND (environ 83 M EUR). Sur ce total, 557 projets, soit 80,5 M TND (environ 24 M EUR) d'investissements, ont été approuvés par l'APIA, représentant une progression de 16% en nombre et de 53% en valeur par rapport à la même période en 2024. Les projets approuvés sont majoritairement des créations d'exploitation (68 % en nombre, 51 % en valeur) et devraient générer 488 emplois permanents. Par secteur, les investissements se concentrent dans l'agriculture (33 M TND ; 41% de la valeur totale), les services agricoles et la pêche (30%), ainsi que l'aquaculture (22%). Les subventions publiques octroyées s'élèvent à 18 M TND, soit un quart de la valeur des investissements approuvés, avec une prédominance des primes à l'acquisition de matériel (48% des subventions). Le recours au crédit au premier trimestre s'est accru, représentant 30,3% du financement total (+3,7 points en g.a.), soutenant 270 projets, dont 211 au moyen de crédits fournisseurs.

## **Signature d'un accord de financement avec la Banque mondiale de 96 M EUR pour soutenir l'enseignement supérieur**

Selon un [communiqué](#) publié par le Ministère de l'Economie et de la Planification le 26 avril 2025, le gouvernement tunisien a signé, en

marge des réunions annuelles de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, un accord de financement avec la Banque mondiale portant sur un prêt d'un montant de 96 M EUR. Ce financement, [approuvé](#) par le conseil d'administration de l'institution en février dernier, s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement de l'Enseignement Supérieur Pour l'Innovation, la Résilience et l'Employabilité – RESPIRE », visant à moderniser l'enseignement supérieur en Tunisie. L'emprunt, d'une durée de 28 ans dont 8 années de grâce, contribuera au renforcement de l'innovation et à l'amélioration de l'employabilité des jeunes diplômés.

## **La BEI renforce son soutien aux secteurs de l'eau et de l'assainissement à travers 2 financements additionnels pour 30 M EUR**

Le 28 avril 2025, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a annoncé avoir signé [deux financements additionnels](#), d'un montant total de 30 M EUR, en faveur de l'Etat tunisien afin de permettre l'achèvement du projet de construction d'une nouvelle station d'épuration à Béjaoua, à l'ouest de Tunis. Le premier prêt, d'un montant de 22 M EUR, sera octroyé à la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (Sonede) alors que le second, d'un montant 8 M EUR, sera versé au gouvernement tunisien. Cofinancé à 50% par l'Agence Française de Développement, qui participera également à ces financements additionnels d'un même montant que la BEI, ce projet lancé en 2020 doit permettre de renforcer et sécuriser l'alimentation en eau potable du Grand Tunis, qui dépendait jusqu'alors quasi-exclusivement du complexe de traitement d'eau potable de Ghedir El Golla. Outre la construction de la station de

traitement à Bejaoua, le projet prévoit également la pose de conduites d'adduction ainsi que la construction de stations de pompage et de réservoirs.

## **Sept accords de financement signés en faveur de l'entrepreneuriat et de l'inclusion économique**

Le 23 avril 2025, le ministère des Finances et celui de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ont [signé](#) avec la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) et la Banque de Financement des PME (BFPME), sept conventions de financement pour un montant total de plus de 56 M TND (17 M EUR). Ces dispositifs visent à soutenir les projets entrepreneuriaux, renforcer l'inclusion sociale des travailleurs indépendants et faciliter l'accès au crédit pour les start-ups, TPE et PME, conformément à la loi de finances 2025. Les lignes de financement conclues avec la BTS ciblent notamment les personnes à revenus modestes, les personnes atteintes d'un handicap, les vendeurs à leur compte, ainsi que les bénéficiaires du programme FIDA (victimes du terrorisme et martyrs de la révolution), avec des prêts sans intérêt et sans autofinancement. Les accords avec la BFPME portent quant à eux sur des financements d'exploitation et des prêts à moyen et long terme pour les petites entreprises et aux start-ups.

**Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.**

|                                     | 2024                | 2025 (p)            | 2026 (p) |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|----------|
| PIB nominal, en Mds USD             | 53                  | 56,3                | 57,9     |
| Croissance du PIB réel, en %        | 1,4                 | 1,4                 | 1,4      |
| Taux d'investissement, en % du PIB  | 11,9                | 10,7                | 10,3     |
| Taux d'épargne, en % du PIB         | 10,2                | 8                   | 7,2      |
| Taux d'inflation annuel moyen, en % | 7                   | 6,1                 | 6,5      |
| Solde budgétaire, en % du PIB       | -5,9                | -5,4                | -5,2     |
| Recettes publiques, en % du PIB     | 28,5                | 28,1                | 27,6     |
| Dépenses publiques, en % du PIB     | 34,5                | 33,3                | 33       |
| Dette publique, en % du PIB         | 83,1                | 82,9                | 84,2     |
| Solde courant, en % du PIB          | -1,7                | -2,7                | -3,1     |
| Réserves en devises, en Mds USD     | 9,2                 | 8,1                 | 7,2      |
| Notation souveraine Fitch/Moody's   | CCC+/CAA2<br>stable | CCC+/CAA1<br>stable | -        |

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

**Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.**

| Indicateurs macroéconomiques                  | Période              | Valeur      | Var. par rapport à la période précédente |
|-----------------------------------------------|----------------------|-------------|------------------------------------------|
| Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en % | T4 2024              | +2,4%       | +0,7 p.p.                                |
| Taux de chômage, en % de la pop. active       | T3 2024              | 16,0%       | 0,0 p.p.                                 |
| Taux d'inflation mensuel, en %                | Mar-2025             | 5,7%        | +0,2 p.p.                                |
| Recettes touristiques cumulées, en Mds TND    | Au 20/04/2025        | 1 696 M TND | +5,3% en g.a.                            |
| Revenus du travail cumulés, en Mds TND        | Au 20/04/2025        | 2 368 M TND | +7,1% en g.a.                            |
| Indicateurs monétaires et financiers          | Période              | Valeur      | Var. en g.a.                             |
| Taux d'intérêt directeur, en %                | Depuis le 26/03/2025 | 7,5%        | -0,5 p.p.                                |
| Réserves de change, en jours d'importations   | Au 30/04/2025        | 99 jours    | -8 jours                                 |
| USD/TND                                       | Au 29/04/2025        | 2,98        | -5,07%                                   |
| EUR/TND                                       | Au 29/04/2025        | 3,38        | +0,55%                                   |

Sources : INS, BCT.

# Libye

## Un accord vers l'unification du Bureau national d'audit

Le 24 avril 2025 à Tunis, les deux branches du Bureau national d'audit, scindées depuis 2014 entre Tripoli et El Beïda (Cyrénaïque), ont [convenu](#) de mesures concrètes en vue de leur unification, en présence de représentants du Parlement, du Haut Conseil d'État, de la Banque mondiale et de Stephanie Koury, adjointe de la Représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies (RSSGNU) pour la Libye. L'accord porte sur l'unification du plan de travail et du rapport annuel, ainsi que la création d'un comité technique commun chargé de définir un plan d'action

Stephanie Koury, a salué cette avancée, qualifiant l'unification de priorité stratégique pour renforcer la gouvernance économique et financière de la Libye. Elle a insisté sur la nécessité de préserver l'indépendance du Bureau face aux ingérences politiques et aux groupes armés, afin d'assurer la transparence et la bonne gestion des ressources publiques.

## Renforcement de la coopération avec la Banque mondiale

Le Gouvernement d'unité nationale (GUN) libyen, basé à Tripoli, a [signé](#) un mémorandum d'accord avec la Banque mondiale (BM) en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Ce partenariat vise à renforcer le soutien technique et consultatif à la Libye et à consolider les capacités institutionnelles du pays. Il prévoit des actions dans plusieurs domaines clés : réforme des finances publiques, transformation numérique, développement du secteur privé, amélioration du climat des affaires, ainsi que

la formation, la réhabilitation et l'insertion professionnelle des jeunes.

Ce mémorandum marque l'intensification de la coopération entre la Libye et la BM, et s'inscrit dans le prolongement d'une rencontre tenue en février 2025 entre le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah et Othman Dion, vice-président de la BM pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

## Rencontre sur le thème des investissements et des partenariats stratégiques avec les Etats-Unis

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, une délégation du Gouvernement d'unité nationale (GUN) libyen a [rencontré](#) plusieurs hauts responsables américains et représentants de grandes entreprises. Les échanges ont porté sur la relance de l'investissement en Libye, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, de la santé et du numérique.

Le ministre par intérim du Pétrole, Khalifa Abdel Sadeg, a présenté les opportunités offertes par le nouvel appel d'offres international pour l'exploration et la prospection dans 22 blocs pétroliers lancé en mars et a réaffirmé les objectifs ambitieux en matière de production pétrolière. Il a également annoncé une hausse de la capacité de raffinage pour réduire les importations et lutter contre le trafic de carburant. Les discussions ont aussi abordé la réactivation de l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA) et du Conseil libyen-américain pour le commerce et l'investissement. Enfin, plusieurs entreprises présentes ont convenu de préparer une visite à Tripoli, alors que l'ambassadeur des États-Unis, Richard Norland, a réaffirmé le soutien de son pays à la stabilisation et au développement économique de la Libye.

**Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.**

|                                     | 2024 | 2025 (p) | 2026 (p) |
|-------------------------------------|------|----------|----------|
| PIB nominal, en Mds USD             | 42,1 | 47,5     | 48,7     |
| Croissance du PIB réel, en %        | -0,6 | +17,3    | +4,3     |
| Production pétrolière, en M b/j     | 1,1  | 1,4      | 1,5      |
| Taux d'inflation annuel moyen, en % | +2,1 | +2,3     | +2,3     |
| Solde budgétaire, en % du PIB       | +0,2 | +0,2     | +0,2     |
| Solde courant, en % du PIB          | 6,9  | 10,4     | 8,7      |
| Réserves en devises, en Mds USD     | 82,9 | 83       | 83,1     |

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.